

# MINUSMA **HEBDO**

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 51 • avril 2016

## **M<sup>ME</sup> BANGURA AU MALI : UN CADRE POUR MIEUX LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES LIÉES AUX CONFLITS**

10ÈME RÉUNION DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE SÉCURITÉ À BAMAKO

LA MINUSMA REMET TROIS NOUVEAUX PROJETS COMMUNAUTAIRES À TOMBOUCTOU

RENCONTRE INTERCOMMUNAUTAIRE À LÉRÉ : LA MINUSMA ENCOURAGE LE DIALOGUE

UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DES PAYS-BAS REÇUE PAR LE GOUVERNEUR DE LA RÉGION DE GAO

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE • ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX

## SOMMAIRE

## DANS CE NUMÉRO

**3** 10ÈME RÉUNION DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE SÉCURITÉ À BAMAKO

**4** LA RSSG CHARGÉE DE LA QUESTION DES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES CONFLITS À TOMBOUCTOU POUR ÉCOUTER DES VICTIMES

**7** LA MINUSMA REMET TROIS NOUVEAUX PROJETS COMMUNAUTAIRES À TOMBOUCTOU

**9** RÉFORME DE L'ARMÉE : LA MINUSMA FINANCE LA RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DU CENTRE D'INSTRUCTION MILITAIRE BOUBACAR SADA SY

**11** LE THÉ DANS LE GRIN. UN CONTACT DIRECT ENTRE LA MINUSMA ET LES COMMUNAUTÉS

**12** RENCONTRE INTERCOMMUNAUTAIRE À LÉRÉ : LA MINUSMA ENCOURAGE LE DIALOGUE

**14** UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DES PAYS-BAS REÇUE PAR LE GOUVERNEUR DE LA RÉGION DE GAO

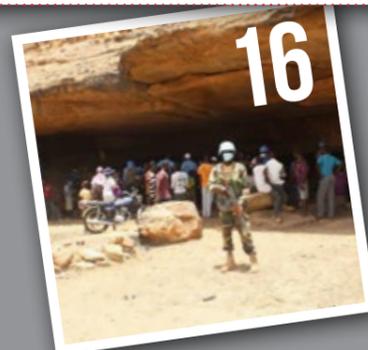
**15** 22 AVRIL : JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA TERRE NOURRICIÈRE

**16** LA MINUSMA APPORTE SON APPUI À UNE JOURNÉE ÉTUDIANTE AU PAYS DOGON

**17** EN FINIR DÉFINITIVEMENT AVEC LE PALUDISME

**18** BRÈVES...

**19** COMMUNIQUÉS



Adoptez l'éco-attitude

N'imprimez ce document que si cela est nécessaire !

# 10ÈME RÉUNION DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE SÉCURITÉ À BAMAKO



Communiqué de la CTS - La 10ème réunion de la Commission Technique de Sécurité (CTS), présidée par le Commandant de la Force de la MINUSMA, le General Michael Lollesgaard, s'est tenue le 13 avril, à Bamako à l'Hôtel Amitié.

Les membres ont abordé plusieurs sujets notamment la situation sécuritaire des dernières semaines ; les rapports des Equipes Mixtes d'Observation et de Vérification (EMOV) sur les incidents à Ménaka, Gao et Ber; la présentation des listes de combattants au Mécanisme de Coordination Opérationnel (MOC) ainsi que le cantonnement et la mise en place des patrouilles mixtes.

La réunion a eu lieu dans une atmosphère positive et cordiale, les discussions ont été franches et constructives.

La situation sécuritaire des dernières semaines a été abordée, en particulier les attaques à l'aide d'engins explosifs improvisés, de mines et tirs indirects ciblant tant les FAMa, la force Barkhane, que les effectifs de la MINUSMA. A la lumière de cette situation, l'importance de coopérer et de partager les informations pertinentes a été réitérée afin de dissuader les attaques.

En ce qui concerne les patrouilles mixtes, la CMA a déjà soumis sa liste de combattants au MOC et la Plateforme fournira la sienne sous peu.

La fourniture de 42 camions et la prise en charge financière des combattants dans la phase de pré-cantonnement par le gouvernement a été perçue comme un progrès vers le début des patrouilles mixtes.

Les parties se sont dites encouragées à envoyer leurs combattants à Gao afin de commencer la formation. Il est prévu que les installations soient prêtes à les accueillir à partir de mai 2016.

La validation des sites de Kidal, Anefis et Takellout a été reportée jusqu'à ce que des études supplémentaires soient menées quant à la disponibilité de l'eau sur les sites.

La construction des deux sites de la CMA à Tessalit et Ber a été approuvée et les travaux débuteront le 25 avril. Les trois sites de cantonnement proposés par la Plateforme à Fafa, Likrakar et Inagar seront finalisés en mai 2016.

La prochaine réunion de la Commission Technique de Sécurité est prévue les 18 et 19 mai prochain.

# LA RSSG CHARGÉE DE LA QUESTION DES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES CONFLITS À TOMBOUCTOU POUR ÉCOUTER DES VICTIMES



La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles dans les conflits, Mme Zainab Hawa Bangura, s'est rendue au Mali du 12 au 17 avril. Objectif : échanger avec des acteurs en charge de la protection des femmes, rencontrer des victimes et discuter avec le gouvernement de l'élaboration d'un cadre de coopération pour notamment agir contre l'impunité et mieux accompagner les victimes de violences sexuelles, dans le cadre du processus de paix et de réconciliation.

Dans le contexte post-conflit du Mali de 2016, la question des violences sexuelles en période de conflit reste une préoccupation majeure. Les victimes déclarées attendent toujours justice et réparation. De nombreuses autres, par crainte d'être stigmatisées n'osent pas dénoncer leurs agresseurs.

Six jours, c'est la durée impartie à la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles en

période de conflit, pour s'enquérir de la situation en République du Mali. Six jours durant lesquelles Mme Bangura s'entretiendra avec le Premier Ministre et plusieurs membres du Gouvernement, le Président de l'Assemblée Nationale du Mali, le Chef d'État-major des Armées mais aussi les Directions de la Gendarmerie et de Police Nationale, certains membres du corps diplomatique accrédités au Mali, sans oublier le Représentant Spécial Adjoint pour le pilier politique, Monsieur Koen Davidse, les différents responsables de division au sein de la MINUSMA, de nombreux acteurs travaillant sur le processus de paix et des représentants de la société civile. Un programme chargé pour cette première visite officielle de la RSSG, qui conduira Mme Bangura jusqu'à Tombouctou.

Élément essentiel du travail de guérison des victimes de violences sexuelles en général : la justice. C'est l'une des raisons pour lesquelles Mme Bangura a rencontré tous les acteurs de la chaîne pénale, du législateur qui fait les lois aux Forces de sécurité

chargées de veiller à leur application en passant par la Commission Vérité, Justice et Réconciliation. Des rencontres ont également été organisées avec les Directions de la Gendarmerie et de la Police Nationale.

La lutte contre les violences sexuelles en période de conflit nécessite l'implication de tous et de toutes mais aussi, des relais pour partager l'information. Selon Zainab Hawa Bangura, en la matière, les leaders religieux du Mali peuvent jouer un rôle : « Je suis née musulmane, j'ai grandi musulmane et je mourrai musulmane. Je veux travailler avec vous pour m'assurer que tout le monde sache à travers le monde que ce que l'on inflige aux femmes au Mali ; ce n'est pas l'Islam. Vous êtes les gardiens de la moralité ; nous avons besoin de votre aide, ces femmes ont besoin de votre aide, » a-t-elle déclaré à la sortie de l'entretien qu'elle a eu avec eux.

Les partenaires du Mali aussi n'ont pas été oubliés lors de cette visite qui coïncidait avec la présence sur le territoire du Dr. Sarah Sewell, sous-Secrétaire d'Etat américain pour la Sécurité Civile, la Démocratie et les Droits de l'Homme. Une réunion a donc eu lieu à l'ambassade des Etats Unis au Mali. L'Ambassadeur, Son Excellence Paul Folmsbee, le Dr. Sewell et la Représentante Spéciale ont, pour l'occasion, réaffirmé leur volonté de travailler ensemble afin de contribuer au combat pour la fin des violences sexuelles liées au conflit au Mali. Ensemble, les deux personnalités ont tour à tour pu discuter avec des représentants de la société civile, des acteurs clef de la lutte contre l'extrémisme violent ou encore les membres de la Commission des Droits de l'Homme du Mali.

Le Premier Ministre, le Ministre de la Défense, celui de la Sécurité et celle de la Femme de l'Enfant et de la Famille, ainsi que celle de la Justice, Garde des Sceaux, ont également été visités par la Représentante et la sous-secrétaire d'état américaine. Ce qui aura permis de rappeler l'importance du combat contre les violences sexuelles faites aux femmes.

## PLAIDOYER POUR LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE

Le samedi 16 avril dernier, Madame Bangura s'est rendue à Tombouctou, l'un des théâtres des violences commises sur les femmes pendant la crise. Cette dernière étape de sa visite au Mali était une occasion pour elle et sa délégation de toucher du doigt les réalités.

Cette visite a été marquée par la rencontre avec les victimes de violences sexuelles et autres violences basées sur le genre. Une visite importante qui a permis à Madame Bangura de s'imprégner du quotidien des Tombouctiennes qui ont subi ces horreurs.

Après une visite de courtoisie au Gouvernorat, Madame Bangura et sa délégation ont ensuite rencontré des représentantes des associations de victimes de violences sexuelles et autres violences basées sur le genre au quartier général

de la MINUSMA. Une rencontre de vérité au cours de laquelle les différents défis à la résolution du problème ont été passés en revue. Ils se posent en termes structureaux, d'accompagnement juridique psychosocial et de réinsertion économique mais également de plaider, pour une meilleure prise en charge des questions de violences faites aux femmes.

Pour un responsable du Réseau des associations des victimes de Tombouctou, opérationnel depuis bientôt deux ans, "cette rencontre est capitale pour qui connaît la place de la femme dans la société". Elle est surtout une occasion de passer en revue les problèmes auxquels sont confrontées les associations, principalement la question de l'accès à la justice qui se trouve souvent entravée par "une lenteur, voire un manque de volonté administrative"

## TOMBOUCTOU : AU PLUS PRÈS DES RÉALITÉS DU TERRAIN

On sait le drame que vivent les femmes sur les théâtres de conflits. Tombouctou n'y a guère échappé. Au total, 696 cas de violences sexuelles ont été recensés à la fin de l'année 2015. Entre autres faits associés, 40 cas d'exécutions sommaires, 20 disparitions forcées, 60 femmes détenues, 30 mariages forcés, avec leurs corollaires d'abandons de classes pour les filles, de grossesses précoces, de maladies graves comme les fistules, etc.

Les problèmes sont énormes et méritent une mobilisation, surtout de la part des femmes que Madame Bangura, attentive et très émue, a encouragées à rester fortes et surtout, à ne pas abandonner le combat car, leur a-t-elle dit, "la dernière chose à faire serait d'abandonner ; si vous abandonnez, tout sera perdu".

Dans une sphère culturelle où le sujet est presque tabou, les femmes, de peur d'être mise à l'écart de leur propre famille et d'être stigmatisées par la société, n'osent presque jamais dénoncer les viols qu'elles ont subis. Un obstacle supplémentaire à la lutte contre l'impunité.

Ce fut ensuite pour elles l'occasion de se retirer pour discuter à huis clos. Intimité d'autant plus importante que les réalités culturelles locales font que la femme se confie plus facilement à la femme, surtout sur des questions aussi sensibles.

Les acteurs humanitaires en fonction dans la région ont ensuite eu l'opportunité de partager leur quotidien avec l'hôte de marque et sa délégation. Un tour d'horizon des difficultés du terrain a ainsi été fait ; les défis sont nombreux, et nécessitent des solutions adéquates.

"Le financement est le nœud du problème car, malgré leur disponibilité et leur engagement, les acteurs demeurent bloqués soit par l'insuffisance ou par l'inexistence des moyens pour accomplir les tâches", explique un participant. Une conséquence logique au manque de financement est le manque d'infrastructures appropriées. Tombouctou dispose d'un seul centre d'accueil spécialisé qui reçoit plus de 120 victimes, au-delà de ses capacités.

## DES HUMANITAIRES ENGAGÉS, MAIS SANS MOYENS APPROPRIÉS

Un autre aspect non moins important soulevé par les humanitaires est le plaidoyer pour le retour effectif des magistrats pour instruire les dossiers. Sur les cinq cercles de Tombouctou, trois ont déjà vu le retour de leurs magistrats, certes, mais leur retour dans les deux autres cercles est vivement souhaité.

Reste aussi cette question cruciale de la sécurité, qui freine l'élan des acteurs du monde humanitaire et réduit leur marge de manœuvre pour les quelques projets qu'ils ont les moyens de soutenir. Les activités de sensibilisation des communautés pour leur faire comprendre leurs droits sur le sujet sont par conséquent limitées et ne touchent pas certaines régions à risque.

En réponse, la Représentante spéciale du Secrétaire général qui reconnaît que "le secteur des violences sexuelles est le secteur le moins financé", a évoqué

les efforts en cours, notamment un projet d'accord avec le gouvernement du Mali qui permettra le déploiement d'experts, notamment dans le domaine de la justice.

En marge de ces rencontres, la Représentante spéciale s'est entretenue avec les femmes "casques bleus" de la MINUSMA en service à Tombouctou. A la faveur d'un déjeuner, elle leur a présenté son mandat, partagé avec elles ses expériences, et les a surtout exhortées à bien remplir la rude et noble mission qui est la leur, dans cet environnement si difficile.

Cette visite vient à coup sûr éclaircir l'horizon des activistes de défense des droits des femmes victimes de Tombouctou, et laisse entrevoir une lueur d'espoir dans la résolution de la multitude de problèmes rencontrés dans la lutte contre les violences sexuelles. Les victimes et toutes les personnes travaillant dans le domaine en attendent beaucoup ; non seulement pour régler les cas en instance, mais aussi prévenir, afin que plus jamais rien ne soit comme par le passé.



## LA MINUSMA REMET TROIS NOUVEAUX PROJETS COMMUNAUTAIRES À TOMBOUCTOU



Le Directeur de la Section Désarmement Démobilisation et Réintégration (DDR) de la MINUSMA a procédé, ce 14 avril 2016, à la remise officielle de trois projets communautaires financés par la MINUSMA, à hauteur de 150 millions de Francs CFA, au profit des populations locales de la Commune Urbaine de Tombouctou et de celle la Commune rurale d'Alafia.

Ces réalisations font partie de la mise en œuvre d'une série de projets pour la Réduction de la violence communautaire (RVC) dans toutes les régions du nord du pays, y compris Tombouctou, avec l'appui technique du partenaire d'exécution UNOPS qui est l'Agence des Nations Unies en charge de la réalisation des projets.

La cérémonie de remise officielle qui s'est déroulée à l'abattoir de Tombouctou, a été présidée par Ndiaga Diagne, Chef de la section DDR de la MINUSMA, accompagné du Maire de la ville et du Chef du bureau régional par intérim de la MINUSMA, Mamane Sani Moussa. Étaient également présents, la représentante d'UNOPS, les représentants du Conseil régional de Tombouctou, de la Chambre de métiers, du Président des bouchers de la ville, ainsi que des bénéficiaires.

« Avec votre soutien, ces projets vont durer et continueront d'offrir de meilleures conditions de vie aux communautés bénéficiaires... La MINUSMA va

continuer à soutenir les Maliens dans ces moments difficiles», a dit Ndiaga Diagne, s'adressant aux membres des comités de gestion desdits projets, au nom de Mme Mbaranga Gasarabwe, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, en charge de la Coordination Humanitaire, empêchée ce jour-là.

Pour sa part, Halé Ousmane, Maire de la Commune urbaine de Tombouctou, dans son mot de bienvenue, a souligné l'importance des projets réalisés dans l'amélioration des conditions socio-économiques des communautés. Il s'est dit très reconnaissant vis-à-vis de la MINUSMA pour son engagement constant en faveur de la paix. « Je sollicite votre accompagnement dans l'acquisition d'un véhicule de transport de la viande de l'abattoir jusqu'aux lieux de vente et l'électrification du périmètre maraîcher de Tarabangou qui ravitaille la ville en fruits et légumes en toute période » a-t-il déclaré.

Ces projets visent à soulager les populations affectées par la crise du nord et contribue au relèvement des activités socio-économiques. Initiés par la Division RSS-DDR de la MINUSMA, ils ont été identifiés et élaborés en collaboration avec les communautés bénéficiaires en tenant compte des leurs besoins spécifiques.

## FREINER L'INSÉCURITÉ, BOOSTER L'ÉCONOMIE ET L'ÉCOLE

D'abord à Tombouctou, la réhabilitation de l'abattoir et du marché à bétail contribuera à mettre fin aux problèmes de santé publique, à l'occupation anarchique des espaces publics et privés de la ville. Les travaux de réhabilitation ont concerné la réfection de la structure métallique, du système d'évacuation des eaux usées, du bâtiment de découpage de la viande, la remise d'adduction d'eau, le carrelage l'installation de panneaux solaires.

Puis, au village de Korioumé qui abrite l'un des ports le plus importants de la région de Tombouctou. Un port qui joue un rôle important dans le mouvement des personnes et des biens et dans les activités socio-économiques, à travers les échanges commerciaux entre le nord et sud du pays. L'absence d'électrification publique dans cette localité constituait un frein aux activités socio-économiques du fait qu'elles ne s'exerçaient que pendant la journée, mais aussi une source d'insécurité à la faveur de l'obscurité.

L'installation des lampadaires solaires va aider à stopper les actes de banditisme et de criminalité. Il

contribuera également à l'accroissement des activités génératrices de revenus pour la population locale en général, et surtout pour les femmes. Il donnera en outre, et c'est très important, aux élèves de disposer d'une source de lumière pour l'apprentissage de leurs leçons afin d'améliorer leurs résultats scolaires.

Les femmes de Korioumé, très satisfaites de voir leur rêve se réaliser, ont renouvelé à la MINUSMA leur reconnaissance et ont affirmé leur engagement à accompagner les efforts de la mission onusienne visant la stabilité et la paix entre les communautés du Mali.

«Vous avez apporté du soulagement à nos enfants qui n'ont pas de moyens d'apprendre leurs leçons pendant la nuit, et nous les mamans, nous voyons déjà la prospérité de nos activités régénératrices de revenus», a déclaré dame Fatoumata Traoré, au nom de ses pairs de Korioumé. Soulignons que cette remise fait suite à une première série qui a eu lieu en décembre dernier, avec la remise de la fourrière d'animaux à Kabara, et des jardins des femmes à Toya et Hondobomo. D'autres projets en cours de réalisations ne tarderont pas à être remis à d'autres bénéficiaires.



## RÉFORME DE L'ARMÉE : LA MINUSMA FINANCE LA RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DU CENTRE D'INSTRUCTION MILITAIRE BOUBACAR SADA SY



Des coups de clairon pour accueillir, jeudi le 14 avril 2016, Mme Mbaranga Gasarabwe, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, invitée par l'Etat-Major général des Armées à prendre part à la cérémonie de remise des travaux de réhabilitation et de rénovation du Centre d'Instruction militaire Boubacar Sada Sy de Koulikoro (CIBSSK).

La cérémonie s'est déroulée en présence du Gouverneur de la région de Koulikoro, du Chef d'État-Major général adjoint des Forces Armées du Mali, le Général Didier Dacko, des élus de la région, du chef de village de Koulikoroba, commune hôte de la cérémonie, du Commandant du Centre d'Instruction Boubacar Sada Sy, des membres de la Mission de formation de l'Union Européenne (EUTM) basée dans l'Ecole, des officiers, sous-officiers, militaires de rang de la garnison de Koulikoro ainsi que des collègues

des Nations Unies.

Fruits de la collaboration entre la MINUSMA et le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants et en conformité avec l'appui de la Mission à la réforme du secteur de la sécurité en République du Mali, deux Projets à impact rapide de la MINUSMA (QIPs BKO\_004 et BKO\_005) ont permis de financer la rénovation de l'amphithéâtre de 500 places de l'Ecole Militaire Interarmes et de salles de classes pour un montant de plus de 40 millions de francs CFA. Ces projets d'appui aux initiatives des Forces Armées Maliennes ont été étendus à l'équipement de la salle informatique du CIBSSK avec 18 ordinateurs ainsi que la rénovation des blocs sanitaires, des dortoirs, avec une attention particulière pour le personnel féminin.

Le Commandant du Centre d'instruction, le Colonel

Nouhoum Traoré, a évoqué : « cette réhabilitation et rénovation imprimant déjà au Centre un nouveau visage et le placent dans le carcan destiné à offrir un cadre idéal d'apprentissage et à insuffler plus de courage aux apprenants que nous sommes, sinon pour dire que toute la place d'armes de Koulikoro en profitera ». Il a ensuite remercié la MINUSMA pour ses efforts de soutien aux Forces de sécurité et de défense du Mali, par l'amélioration des infrastructures pour la bonne exécution des tâches à leur charge.

Fructifier la coopération entre la MINUSMA et le Ministère en charge de la défense

Au micro des journalistes de MIKADO FM, la radio de la

MINUSMA, Mme Mbaranga Gasarabwe déclarait ceci : "Nous sommes venus pour rendre hommage au travail qui se fait ici par les forces de défenses maliennes... Je félicite la collaboration exemplaire au niveau des Forces maliennes, des Forces Européennes, qui sont ici à travers l'EUTM, et aussi la MINUSMA. J'ai vu un bon partenariat des trois forces qui sont ensemble dans l'harmonie ».

Parlant des travaux ainsi réalisés par la Section Réforme du Secteur de la Sécurité et Désarmement-Démobilisation-Réinsertion (SSR-DDR) de la MINUSMA, le général Didier Dacko dira pour sa part qu' « il s'agit d'un outil visant à améliorer les conditions d'apprentissage au niveau de ces

élèves ». Au-delà de cet aspect, l'appui de la MINUSMA a pour but de renforcer les capacités de sécurisation des populations et des biens, quand on sait que la population de la région de Koulikoro avoisine les 2 millions et demi d'habitants. La cérémonie s'est achevée dans une ambiance festive autour d'un cocktail partagé en toute convivialité.

Crée en octobre 1998, le Centre d'instruction Boubacar Sada Sy est un maillon essentiel de la chaîne de formation des cadres militaires du Mali et de toute l'Afrique. Il assure la formation initiale d'officiers, d'administrateurs militaires, d'officiers d'Etat-major et de stagiaires étrangers, ce dans le cadre de la coopération militaire entre le Mali et d'autres pays.



## LE THÉ DANS LE GRIN, UN CONTACT DIRECT ENTRE LA MINUSMA ET LES COMMUNAUTÉS



L'unité régionale d'outreach (sensibilisation et plaidoyer) du service de communication de la MINUSMA, continue ses activités de sensibilisation des populations sur le mandat et les actions de la Mission dans la ville et la région de Gao. Cette activité consiste à discuter des actions de la MINUSMA avec les différentes composantes des différentes communautés. Après les quartiers Aldjannabandia, Sosso Koïra, les secteurs du quartier château, l'équipe de la MINUSMA est allée au contact de la population du quartier Gadèye. La séance était animée par les représentants des sections "Affaires Politiques", "Conduites et Disciplines", "Désarmement Démobilisation et Réinsertion (DDR)", "Stabilisation et Relèvement" et la Police des Nations Unies (UNPOL).

« Nous sommes très heureux d'accueillir cet après-midi les gens de la MINUSMA pour qu'ils nous informent mieux sur leur mandat. Ça sera l'occasion pour chacun d'entre nous de poser des questions sur les aspects que nous ne comprenons pas sur leur mission. J'en appelle à votre

attention pour une meilleure compréhension » a lancé le chef de quartier Arougeya Touré, à l'ouverture de la séance.

Après la présentation de chacune des sections présentes et leur mandat, la parole a été donnée aux nombreux participants afin qu'ils posent des questions. Les interventions des participants ont majoritairement porté sur le processus de DDR et les projets à impact rapide. Aussi, les habitants de Gadèye ont exhorté la MINUSMA à les aider à construire des adductions d'eau et des dépotoirs d'ordures. Plusieurs autres intervenants ont évoqué la situation des jeunes résistants de Gao qui ont déposé les armes à l'arrivée des forces armées après l'occupation et recommandent à la MINUSMA de les prendre en compte dans le processus de DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration).

La rencontre a pris fin par des remerciements des participants qui ont beaucoup apprécié ce cadre de discussion direct avec les représentants de la MINUSMA.

# RENCONTRE INTERCOMMUNAUTAIRE À LÉRÉ : LA MINUSMA ENCOURAGE LE DIALOGUE



Une mission de la Division des Affaires Civiles de la MINUSMA s'est déroulée du 15 au 17 avril dernier dans la localité de Léré, vers la frontière mauritanienne, afin d'appuyer une importante rencontre intercommunautaire et échanger avec les jeunes et les femmes sur le processus de paix en général.

Léré est une commune du centre du Mali, située dans la région de Tombouctou, cercle de Niafouké. Elle est composée de la ville de Léré et de 17 villages. Connue pour être un lieu de brassage de nombreux peuples tels que les Arabes, les Tamasheqs, les Sonrais, les Bozos, les Bambaras, ou encore les Peulhs, Léré est un carrefour culturel et commercial à quelques lieux de la Mauritanie. La crise qu'a connu le Mali a sérieusement endommagé le tissu social de la localité, poussant beaucoup de familles à se réfugier en Mauritanie et à se déplacer à l'intérieur du Mali. Malgré la libération de la ville et la fin officielle des hostilités, la peur et la méfiance sont toujours de mise dans les esprits.

C'est dans cette localité que s'est tenue, le 15 avril dernier, une importante rencontre intercommunautaire. Initiée par le maire de la ville et placée sous l'égide du Ministère de la Réconciliation nationale, elle a vu la participation du Ministre Zahabi Ould Sidi Mohamed, des élus de la région (députés et maires), mais également les maires des villes mauritaniennes voisines, de plusieurs délégations

de réfugiés maliens de Mauritanie (touareg, peulhs...), une délégation conjointe de la CMA et de la Plateforme, ainsi que du Directeur Adjoint de la Division des Affaires Civiles de la MINUSMA Vahram Abadjian.

Ouverte le vendredi 15 avril, la rencontre était placée sous le signe de la paix et de la Réconciliation Nationale.

La paix et la réconciliation, préalables majeurs au retour de ceux qui avaient fui les combats et à la reprise du développement de la localité. Un point de vue partagé par tous et qui est apparu dans les différentes allocutions des représentants des populations, des élus et des groupes armés. Pour la MINUSMA, la tenue de ce dialogue intercommunautaire est à saluer, compte tenu de l'importance qu'il revêt dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix. Le Ministre, dernier intervenant à prendre la parole, s'est lui aussi fait l'écho de cet ardent désir d'en finir avec la crise, les suspicions, la peur et les tensions. Il a également réitéré l'engagement de l'Etat à accélérer le processus de DDR (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion), avant d'exhorter les partenaires à accompagner le retour et la réinsertion des réfugiés et des déplacés internes, avec non seulement des assistances d'urgences, mais aussi avec des projets intégrateurs de relèvement communautaires. Ceci, afin de faciliter leur réinsertion sociale. Parmi les grands besoins



exprimés il y a entre autre l'eau, l'électricité ou encore les activités génératrices de revenus.

Cette rencontre, au regard de la forte mobilisation qu'elle a suscitée, non seulement de la part des habitants de la ville et des environs, mais aussi des réfugiés et déplacés, aura été un franc succès. Un succès, qui doit être consolidé à travers la poursuite du dialogue, le renforcement des mesures sécuritaires et la mise en œuvre de certaines dispositions prises, comme l'ouverture prochaine d'un camp de la MINUSMA à Léré. Un succès est donc un point de départ vers la paix et la réconciliation dans la zone.

## D'UNE PIERRE DEUX COUPS

La MINUSMA qui a soutenu d'un point de vue technique et logistique la rencontre, avec notamment le transport des différentes délégations, a également profité de l'occasion pour mener d'autres actions. En marge de cette rencontre, La Division des Affaires Civiles de la Mission onusienne, qui assure une présence permanente dans la zone grâce à ces agents de liaison (CLA), a organisé deux Focus Groups de discussions avec le Conseil local de la jeunesse, puis avec la Coordination des Associations Féminines et ONG CAFO.

Au cours de ces deux sessions respectivement tenues le samedi 16 et le dimanche 17 avril 2016, les

échanges ont porté sur le rôle des Affaires Civiles dans le processus de paix, ainsi que l'engagement de la MINUSMA dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation.

Les femmes et les jeunes ont tous exprimé la nécessité de continuer le dialogue entre les communautés au niveau communal, mais aussi dans les camps de déplacés des pays voisins. Il faut aussi signaler l'impérieuse nécessité d'accompagner le processus. La Division a symboliquement remis aux jeunes deux ballons, une trentaine de T-shirts et une quarantaine de copies des accords de paix afin de faciliter une meilleure compréhension, appropriation et diffusion du texte.

Les efforts de la communauté internationale pour le retour de la stabilité au Mali, sont consentis à travers la MINUSMA sur plusieurs plans : sécurisation des civils, médiation entre les parties au conflit etc... De nombreuses actions sont ainsi menées au niveau de la société civile, justement avec la Division des Affaires Civiles, dont le rôle est d'appuyer la restauration de l'autorité de l'Etat et la cohésion sociale. Un travail qui passe par la collecte et le partage des préoccupations des communautés mais également, par le renforcement des capacités des acteurs de la société civile pour que ceux-ci défendent au mieux les intérêts des populations au nom desquels ils agissent.

## UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DES PAYS-BAS REÇUE PAR LE GOUVERNEUR DE LA RÉGION DE GAO



Honorable Han Ten Broeke, député, a dirigé une délégation parlementaire des Pays-Bas en visite officielle dans la Cité des Askia, le dimanche 17 avril 2016. La délégation a successivement rencontré le Gouverneur de la Région de Gao, mais également le corps judiciaire. M. Emmanuel Kedja de la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSMA basé à Gao a accompagné la délégation.

Au Gouvernorat, la rencontre a porté sur l'analyse de la situation sécuritaire dans la région de Gao et les difficultés que comporte la mise en œuvre de l'accord de paix, le développement de stratégies pour engager les jeunes dans le processus créatif, et sur l'éducation. En ce qui concerne le retour de l'autorité de l'Etat, M. Seydou Traoré, gouverneur de la région, a souligné à ses hôtes, la contribution de la MINUSMA dans ce processus.

La délégation néerlandaise s'est aussi rendue au Palais de Justice où, ils ont eu un échange direct avec tout le corps judiciaire. Entre autres sujets abordés:

le retour et la sécurité du personnel pénitentiaire et judiciaire à Gao, le fonctionnement de l'appareil judiciaire et de la chaîne pénale. Han Ten Broeke s'est ravi de la restauration du système judiciaire dans la région de Gao après plus de deux ans d'absence à cause de l'occupation en 2012.

A travers la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSMA, l'Ambassade des Pays-Bas apporte son appui à l'amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale au Mali. Les Pays-Bas ont financé des études sur le Renforcement de la Justice Pénale au Mali à la demande du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, dans le cadre du Programme conjoint des Nations Unies d'Appui à la Promotion des droits de l'homme (PDH) exécuté par le PNUD. Ce projet a permis de faire l'état des lieux de la chaîne pénale, d'identifier les défis et contraintes et de proposer des solutions pour l'amélioration des performances des institutions et acteurs impliqués dans son fonctionnement.

## 22 AVRIL : JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA TERRE NOURRICIÈRE



« Aujourd'hui, les représentants de plus de 170 pays se retrouvent au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York pour signer l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Cet accord historique, qui va de pair avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, peut transformer notre monde. »  
Ban Ki-moon, Secrétaire général

### LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA TERRE NOURRICIÈRE COÏNCIDE AVEC LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE PARIS

Cette année, la Journée de la Terre nourricière coïncide avec la cérémonie de signature de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, organisée au Siège des Nations Unies à New York. Cet Accord a été adopté par l'ensemble des 196 parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques lors de la COP21 à Paris le 12 décembre 2015. Dans cet Accord, tous les États s'engagent à œuvrer pour limiter la hausse globale des températures sous la barre des 2°C – voire même 1,5°C dans la mesure du possible, considérant la gravité de la situation. Cette cérémonie est organisée le 1er jour où l'Accord est ouvert à signatures afin de s'assurer que celui-ci entre en vigueur dès que possible.

L'expression « Terre nourricière » est communément utilisée pour désigner notre planète dans de nombreux pays ou régions, ce qui reflète l'interdépendance entre les êtres humains, les autres espèces vivantes et cette planète que nous partageons tous. Soulignant que la Journée de la Terre est célébrée chaque année dans de nombreux pays, l'Assemblée générale a décidé de désigner le 22 avril Journée internationale de la Terre nourricière en 2009, dans sa résolution A/RES/63/278.

Thème 2016 : Des arbres pour la Terre

La Journée de la Terre a été célébrée aux États-Unis dès 1970. Elle est organisée par le réseau Earth Day EN. Sa mission est d'élargir et diversifier le mouvement mondial en faveur de l'environnement et d'en faire le moyen le plus efficace pour bâtir un environnement sain et durable, faire face aux changements climatiques et protéger la Terre pour les générations futures. Avec les yeux tournés vers le 50e anniversaire, le thème de cette année fixe l'objectif de planter 7,8 milliards d'arbres d'ici les 5 prochaines années. Pourquoi des arbres ?

Les arbres aident à lutter contre les changements climatiques

Ils absorbent l'excès de CO2 de notre atmosphère. En un an, un hectare d'arbres adultes absorbe la même quantité de CO2 produite par l'émission d'une voiture parcourant 80 000 km.

Les arbres aident à filtrer l'air que l'on respire

Les arbres absorbent les odeurs et les gaz polluants (oxyde d'azote, ammoniac, dioxyde de soufre et ozone) et filtrent les particules de l'air grâce à leurs feuilles et leur écorce.

Les arbres nous aident à lutter contre les pertes d'espèces

En plantant des arbres adaptés au milieu naturel, nous pouvons lutter contre les pertes d'espèces et connecter des habitats entre des parcelles de forêts.

Les arbres aident les communautés et les moyens de subsistance

Les arbres aident les communautés à atteindre une durabilité économique et environnementale tout en fournissant de la nourriture, de l'énergie et des revenus.

# LA MINUSMA APPORTE SON APPUI À UNE JOURNÉE ÉTUDIANTE AU PAYS DOGON



Le dimanche 17 avril dernier, des éléments de la Police des Nations Unies (UNPOL) de la MINUSMA ont sécurisé un convoi d'étudiants de l'université Techno LAB ISTA de Mopti en excursion au Pays Dogon.

A la demande des organisateurs, le Bureau Régional de la MINUSMA a affecté une quinzaine de policiers de la MINUSMA et deux véhicules blindés dans le but de sécuriser ce déplacement d'étudiants dans la localité touristique de Sangha (Cercle de Bandiagara), située à une centaine de kilomètres de Mopti, en plein cœur du Pays Dogon.

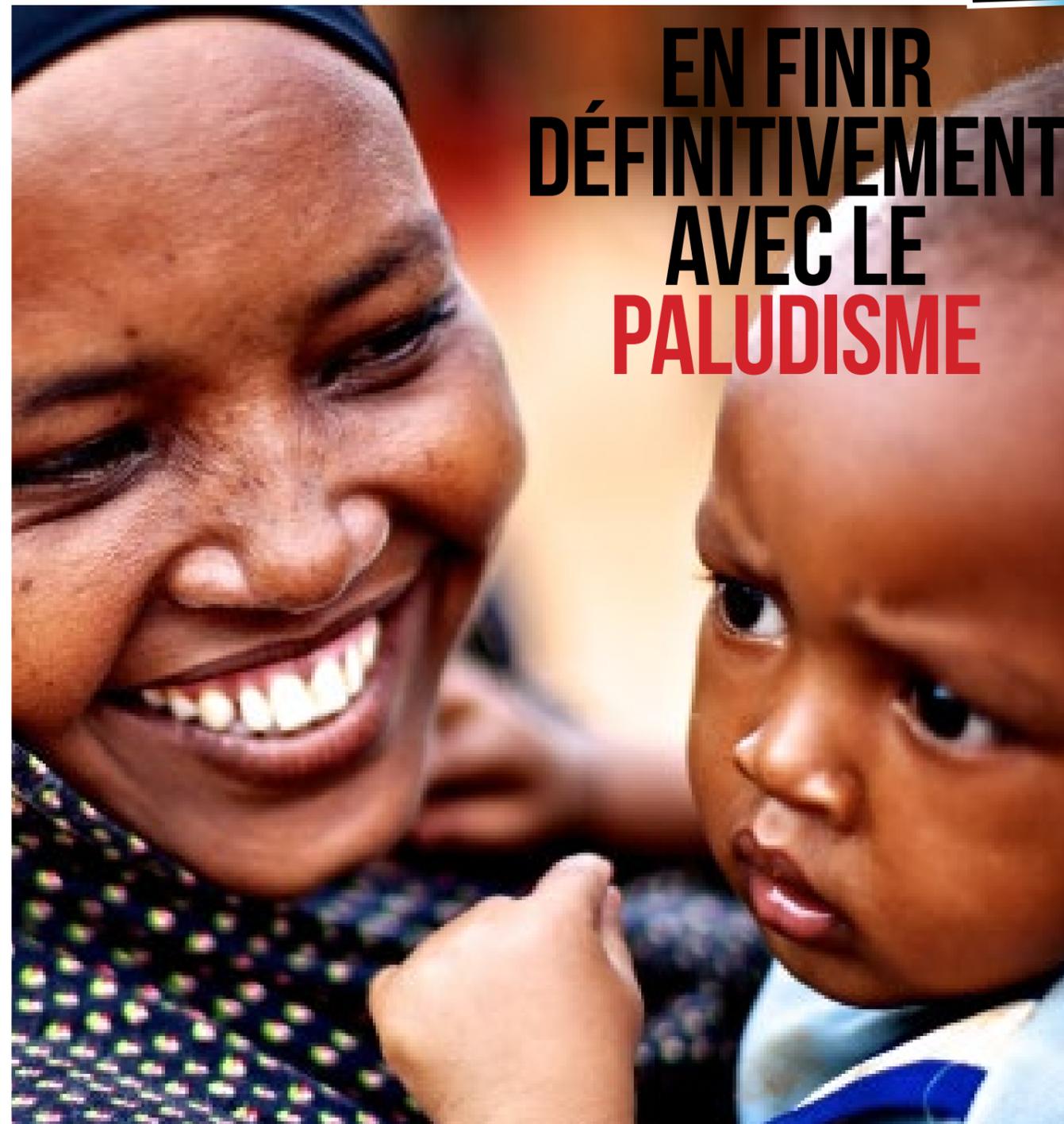
Cette activité, organisée par l'université, entre dans le cadre « des journées de l'étudiant » de cette dernière. Cette sortie avait pour objectif de leur faire connaître les sites touristiques et culturels de la région et, contribuer un tant soit peu à la relance du tourisme qui est un des secteurs les plus importants de l'économie régionale.

Jadis prospère, la localité ainsi que l'ensemble des

régions de Mopti et Tombouctou, pouvaient accueillir, en haute et moyenne saisons touristiques, plusieurs dizaines de milliers de touristes chaque année. Ce qui constituait une manne à la fois pour les voyageurs, mais également pour les hôteliers, ou encore les artisans et les guides. L'on parlait alors d'un début d'industrie du tourisme. Aujourd'hui ralenti, voir moribond, le tourisme au Mali et en particulier dans cette zone faisait vivre des milliers de personnes en cinquième et sixième région (Mopti et Tombouctou.) mais aussi par ricochet, dans le District de Bamako.

Cette assistance de la MINUSMA intervient dans le cadre du mandat qui lui a été conféré par le Conseil de Sécurité, non seulement sur le plan de la Protection des civiles, mais également sur celui du retour à la stabilité. La MINUSMA, sans laquelle l'initiative n'aurait pu se dérouler, a répondu positivement à l'appel des étudiants, un geste qui a été hautement apprécié et salué par les organisateurs et les autorités locales de Sangha.

# EN FINIR DÉFINITIVEMENT AVEC LE PALUDISME



1er avril 2016 -- Chaque année, l'Organisation mondiale de la Santé et ses partenaires se réunissent autour d'un thème commun à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme. Le thème pour 2016, qui est le suivant: «en finir définitivement avec le paludisme», reflète la vision d'un monde exempt de la maladie tel que défini dans la Stratégie technique mondiale contre le paludisme 2016-2030. Adoptée par l'Assemblée mondiale de la Santé en mai 2015, cette stratégie vise à réduire les taux de mortalité et les nouveaux cas d'au moins 90% en 15 ans.

Plus d'informations sur la Journée mondiale  
Testez vos connaissances sur le paludisme

UNHCR/Sarah Hoibak  
<http://www.who.int/campaigns/malaria-day/2016/fr/>

# ENBREF

**25 AVRIL**

Ouverture le 25 avril au CICB à Bamako de la 8ème session ordinaire du Comité de Suivi de l'Accord de Paix par une déclaration liminaire du Président du CSA, l'Ambassadeur Ahmed Boutache (Algérie). Déclaration à écouter ce soir à 17h sur MIKADO FM (Bamako 106.6)

L'ordre du jour de cette session du CSA qui se tient du 25 au 26 avril comprend la présentation par le Gouvernement des suites données aux recommandations formulées par les sous-comités lors de la septième session du CSA ; la présentation et discussion du rapport des sous-comité sur les questions politiques et institutionnelles, les questions de défense et de sécurité, le développement socio-économique et culturel, la réconciliation, justice et questions humanitaires ; et la poursuite de l'examen des questions organisationnelles en suspens en lien avec la composition du CSA.

Un rendez-vous avec la presse est fixé demain à 17h au CICB.



**COMMUNIQUE DE PRESSE  
PRESS RELEASE**

## COMMUNIQUÉS

### 18 AVRIL : MANIFESTATION CE MATIN À KIDAL

Bamako, le 18 avril 2016 - Un rassemblement s'est déroulé ce matin à Kidal.

Des manifestants se sont introduits par effraction vers 10h sur la piste de l'aéroport, zone d'accès restreint, saccageant et mettant le feu aux installations sécuritaires.

La piste d'atterrissage de Kidal est un élément essentiel pour l'approvisionnement de l'aide humanitaire, le soutien aux populations locales, ainsi que pour les opérations de la MINUSMA et des forces partenaires. Certains médias font état de victimes parmi les manifestants, ces informations sont actuellement en cours de vérification.

La MINUSMA est en contact avec les autorités maliennes et les leaders des communautés locales, ainsi que ceux de la société civile, dans le but d'apaiser les tensions et de comprendre les circonstances des événements qui ont dégénéré ce matin.

En toute transparence, la MINUSMA communiquera sur cet événement ultérieurement.

### 19 AVRIL : MANIFESTATION HIER À KIDAL

Bamako, le 19 avril 2016 – Une violente manifestation s'est déroulée hier matin à Kidal. Vers 10h, des manifestants, dont certains munis de cocktails molotov, se sont introduits par effraction sur la piste de l'aéroport sécurisée par la MINUSMA, saccageant et mettant le feu aux installations sécuritaires.

2 participants ont perdu la vie, 4 autres ont été blessés suite à des tirs d'origine encore inconnue. La MINUSMA déplore vivement ces pertes en vies humaines, présente ses condoléances aux familles endeuillées et souhaite un prompt rétablissement aux blessés.

La MINUSMA est déterminée à établir les faits. Une commission d'enquête vient d'être mise en place dans ce sens, son travail est actuellement en cours. Ses conclusions devraient permettre d'identifier la provenance des tirs, la MINUSMA entend prendre sa part de responsabilité le cas échéant.

La piste d'atterrissage de Kidal est un élément essentiel pour l'approvisionnement de l'aide humanitaire, le soutien aux populations locales, ainsi qu'aux opérations de la MINUSMA et des forces partenaires. La piste et ses installations avaient été réhabilitées par la MINUSMA en début d'année après de longs mois de travaux et de lourds investissements financiers.

La MINUSMA en appelle à la responsabilité de tous. La Mission est en contact permanent avec les autorités maliennes et leaders des communautés locales dans le but d'apaiser les tensions, et prend note de l'appel

au calme de la CMA.

La MINUSMA renouvelle son appel au calme et son engagement dans la mise en œuvre du processus de paix aux côtés des Maliens.

## 21 AVRIL : DÉCLARATION ATTRIBUABLE AU PORTE-PAROLE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES INCIDENTS SURVENUS À KIDAL, AU NORD DU MALI

Le Secrétaire général condamne fermement les violentes manifestations qui ont eu lieu ce lundi 18 avril à Kidal, au nord du Mali, et regrette la perte de vies humaines et les blessures subies. D'après les informations préliminaires, deux manifestants sont morts et d'autres ont été blessés.

Le Secrétaire général regrette aussi les dommages matériels inacceptables causés à l'aérodrome de Kidal, ressource cruciale pour la prestation de services et l'appui à la population de la région, y compris pour la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Le Secrétaire général présente ses sincères condoléances aux familles des victimes et souhaite un prompt rétablissement aux personnes blessées. Il s'engage à établir les faits relatifs aux morts et aux blessés.

Le Secrétaire général lance un appel urgent aux parties concernées et aux responsables locaux de Kidal, y compris les représentants de la Coordination des mouvements de l'Azawad, à coopérer pour apaiser les tensions et à faire preuve de retenue pour permettre une prompt enquête sur ces faits. Un retour au calme et à l'ordre dans la région faciliterait aussi le rétablissement du fonctionnement de l'aérodrome de Kidal et la promotion des efforts communs en appui à l'accord de paix.

Le Secrétaire général réitère l'engagement des Nations Unies à soutenir la stabilisation du Mali et la mise en œuvre de l'accord de paix.

New York, le 20 avril 2016



**Bamako  
106.6**

**MIKADO FM**

*La radio qu'on aime !*



**MINUSMA**



[www.youtube.com/minusma](http://www.youtube.com/minusma)



[www.flickr.com/photos/minusma](http://www.flickr.com/photos/minusma)



[twitter.com/UN\\_MINUSMA](http://twitter.com/UN_MINUSMA)



[www.facebook.com/minusma](http://www.facebook.com/minusma)

<http://minusma.unmissions.org>

